

verait toutes les preuves nécessaires dans la futilité des amendements qui nous sont soumis.

Si l'honorable député de Jacques-Cartier était sincèrement convaincu que cette politique est un acheminement à la conscription, qu'elle aura pour effet d'arracher les enfants aux bras de leurs mères, de les envoyer sur toutes les mers du globe se faire ouvrir les entrailles par les bombes allemandes, se faire tuer par les boulets russes ou japonais, se contenterait-il de demander à la Chambre de soumettre cette monstrueuse politique au peuple? Non; il dirait: A bas cette politique; nous la combattons de toutes nos forces; nous ne nous y soumettrons jamais.

Si l'honorable chef de l'opposition était réellement convaincu, comme lui et ses amis l'ont déclaré ici et ailleurs, que cette politique est non seulement mal avisée, mais aussi dangereuse, qu'elle est un premier pas vers la séparation, lui et ses amis se borneraient-ils à demander qu'elle soit soumise à l'approbation du peuple? Ne les verrait-on pas plutôt dénoncer cette politique et la combattre par tous les moyens?

L'honorable député de Grey-est (M. Sproule) dans un discours très modéré, par la forme et que j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt, a fait l'énumération des fautes commises par ce Gouvernement—et à l'en croire, la liste en est longue. Il nous reproche, entre autre chose, un projet de chemin de fer au Yukon, en 1898. Mais il a oublié de nous dire que son parti ne nous a pas demandé de soumettre cette question au peuple; au contraire, l'opposition a combattu le projet et a réussi à le faire échouer au Sénat.

Lorsqu'en 1903, nous avons déposé un projet concernant la construction du chemin de fer transcontinental, bien que cette question n'eût jamais été discutée devant les électeurs, l'opposition ne s'est pas contentée de dire que le projet devait être soumis au peuple. L'honorable député et ses amis, ont combattu le projet dès le commencement; ils se sont opposés à la construction du chemin de fer dès le premier jour.

Les amendements dont j'ai donné lecture il y a un instant et par lesquels on demande que la question de la marine soit soumise au peuple, avant que le Gouvernement aille plus loin, est un simple subterfuge imaginé pour permettre à l'opposition et se dérober aux responsabilités.

Les honorables députés de la gauche savent parfaitement que si dans certaines parties du pays il existe un sentiment hostile à cette politique, provenant de ce que cette politique n'est pas aussi bien comprise qu'elle le sera dans quelques années, par contre il y a aussi certaines parties du pays, parmi les plus éclairées, où cette politique est favorablement accueillie, et c'est

pour cette raison, n'osant l'attaquer directement, ils ont recours à ce moyen détourné d'un appel au peuple, afin de pouvoir ensuite se former une opinion, non d'après leur conscience, mais d'après le verdict des électeurs.

Les membres de la gauche—je le sais par l'expérience du passé—n'entretiennent pas l'opinion que je professe sur l'autonomie des jeunes nations de l'empire britannique. Je me rappelle que mon honorable ami de Toronto-nord (M. Foster) a déclaré dans une circonstance antérieure, que nous avions trop entendu parler d'autonomie en cette Chambre. J'ai constaté que l'on faisait cette observation en dehors de cette enceinte; on estimait que nous nous préoccupions trop de cette question d'autonomie. Je réponds à l'honorable député de Toronto en me plaçant au point de vue du principe qui sert de base essentielle à tout l'empire britannique en invoquant, dis-je, ce principe, qui seul peut maintenir cet empire, j'ai nommé l'autonomie de toutes les parties qui composent l'empire. Lorsque les premiers partisans de la réforme au Canada ont demandé pour ce pays le privilège d'un gouvernement responsable, ils recherchaient encore mieux que tout ce qu'ils pouvaient connaître alors. Ce sont eux qui ont jeté les fondements sur lesquels repose l'empire britannique. Qu'on se fasse une idée si possible, de ce que serait aujourd'hui l'état de choses au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Sud-africain, si toutes ces colonies eussent continué à être gouvernées, comme elles l'étaient auparavant, par le bureau de Downing-street sous la direction d'un gouvernement central. Se trouve-t-il quelqu'un pour croire que le Canada, soumis à ce système, aurait atteint la position qu'il occupe maintenant, lui qui embrasse tout un continent, qui compte une population de 8,000,000 d'âmes, un revenu de \$100,000,000 avec un commerce de \$700,000,000 et plus, qu'habite une population de différentes nationalités, qui vivent heureuses et satisfaites? Quel est celui qui peut croire que l'Australie aurait atteint la position où elle se trouve aujourd'hui, tout en montrant de jour en jour plus d'énergie et plus de force, au point de devenir la nation dirigeante de l'océan Pacifique méridional, n'eût été la jouissance de son autonomie? Où est celui qui osera affirmer que la Nouvelle-Zélande eût progressé au point de devenir un sujet d'admiration pour l'univers entier depuis qu'elle jouit de cette constitution que lui a accordée la Grande-Bretagne? Qui pourrait donc ignorer la plus grande merveille jamais réalisée dans l'empire britannique—cette confédération des colonies du Sud-africain, entreprise réalisée avec tant de succès?

Telles sont les bases sur lesquelles s'appuie l'empire britannique. Chaque nation